



Contrôle des banques par les pouvoirs publics.



Ivan Van de Cloot
Economiste en chef
Itinera Institute

Pour celui qui ne le sait pas encore : l'action de sauvetage par les pouvoirs publics est la seule qui ait empêché l'implosion du système financier au cours de ces dernières semaines. Aucune banque ne peut, en ce moment, survivre sans une garantie implicite ou explicite des pouvoirs publics. Pour ceux qui restent sceptiques à l'égard de l'efficacité des pouvoirs publics, cela peut avoir une perspective assez angoissante.

Le fait que l'on soit allé aussi loin s'explique en grande partie par l'échec de la régulation du secteur bancaire. En 1776 déjà, Adam Smith faisait l'analogie entre la nécessité d'installer des portes coupe-feux dans une habitation et la réglementation des banques. Les portes coupe-feux limitent effectivement la liberté des habitants de la maison, mais permettent d'éviter qu'un incendie prenant

naissance dans une chambre, ne mette toute la maison en cendres. En ce moment, dans le monde financier, ce n'est pas une maison qui a pris feu mais la ville toute entière.

Dans la théorie économique, on raconte de tous temps que les banques ont un incitant à prendre de nombreux risques de manière inefficace. Plus elles prennent de risques lors de l'utilisation de l'argent des dépôts, plus elles peuvent espérer de rendements à court terme. Les bons banquiers reconnaissent cette réalité mais le problème réside bien souvent au niveau des incitants que sont les bonus. On tient alors malheureusement trop peu compte des conséquences au cas où la situation tournerait vraiment mal. L'auteur du livre « The black swan », Nassim Taleb, compare cela avec le jeu de la roulette russe. Étonnamment, beaucoup de personnes se trouvent encore dans le mode « business as usual ». Sans doute que le sage n'a pas encore compris comment cela a pu mal tourner chez nous.

De ces jours-ci, sont publiés de nombreux articles sur le manque total de connaissances en matière de gestion du risque chez Citigroup.

Contrôle des banques par les pouvoirs publics

Ainsi, nous lisons que c'est seulement en septembre 2007 que le CEO Charles Prince a réalisé que sa banque détenait des actifs liés aux prêts hypothécaires pour un montant de 43 milliards de dollars. Les journalistes du New York Times présentent cela comme un énorme scoop, mais ici en Belgique, personne ne s'étonne que 53 milliards d'euros de produits structurés aient été trouvés dans le bilan de Fortis (un nain par rapport à Citigroup), dont environ 20 milliards doivent être considérés comme toxiques. Chez Dexia, 13 à 20 milliards d'euros doivent être à nouveau refinancés au cours des trois prochaines années, alors qu'il y a dans les comptes, 219 milliards pour des investissements financiers contre 260 milliards d'euros pour des prêts classiques. A ce propos, seulement 114 milliards sont en dépôt. Il est aussi grand temps que nous comprenions qu'il faille terminer de construire le profil de risque, non pas pour une banque mais pour notre système financier tout entier.

Les partisans de l'ainsi nommé narrow banking tels les gagnants du Prix Nobel Milton Friedman et James Tobin affirment qu'on devrait scinder le système financier entre les établissements financiers et les banques de dépôts en autorisant seulement ces dernières à se financer avec des dépôts. Selon eux, les détenteurs de dépôts sont dans le système actuel, tenus en otages par le système financier. Si par contre, on introduit

des banques où les clients savent que leur argent est investi uniquement en actifs sûrs, les ménages pourront alors leur confier leurs économies, la conscience tranquille. En 1948, des penseurs libéraux tels que Milton Friedman et son maître Henry Simons plaidaient pour cette scission. Ils croyaient que le contrôle des pouvoirs publics pouvait être dès lors évité dans un domaine qui selon eux, n'était absolument pas souhaitable, le secteur bancaire.

“
Voulons-nous donc vraiment que les politiciens aient aussi en temps normal un certain pouvoir sur les décisions de crédit et sur la gestion du personnel pour laquelle les banques sont aussi utilisées comme un bureau de placement politique ?
”

Depuis longtemps, le contre-argument le plus important était de dire qu'il y avait trop peu de capitaux liquides dans lesquelles les banques de dépôts pouvaient investir, mais il en est autrement de nos jours: le monde est bourré d'argent, à la recherche de places sûres, et ce même en temps normal.

Friedman et Simons verraient la confirmation dans le cataclysme financier d'aujourd'hui, de ce qu'ils intitulaient le « capitalisme d'Etat ». Un système bancaire où des investissements illiquides sont financés avec les dépôts, connaît en effet des effondrements récurrents auxquels les pouvoirs publics doivent palier au moyen d'un plan de sauvetage massif des banques. Selon leur croyance, les autorités régulatrices en arriveraient toujours, à un moment, à manquer à leur devoir et à faire en

Contrôle des banques par les pouvoirs publics

sorte que les entrepreneurs et ménages doivent subir les dommages collatéraux. Des dégâts qui peuvent monter haut : en moyenne, une crise financière coûte jusqu'à 7,8% du PIB mais cela peut monter jusqu'à 15,7% du PIB s'il s'en suit aussi une crise monétaire (avec une durée de 3,7 ans). Les partisans de la séparation des banques de dépôts sûres affirment que les pouvoirs publics ont l'option d'une part d'en faire une loi ou d'autre part, de donner un subside implicite aux épargnants auprès des « narrow banks » (par exemple en réservant à cet effet une exonération fiscale). Dans cette philosophie, les clients contribuent donc à la stabilisation du système financier, ce qui évite au système de devoir supporter trop de frais.

En tant qu'économiste, cela donne des frissons dans le dos lorsqu'on lit dans un éditorial du Financial Times que si les banques, malgré toute l'aide des pouvoirs publics, n'accordent plus de crédit, on devrait pouvoir leur imposer un quota d'emprunts. Remarque que tout cela ne serait pas nécessaire si nous avions aussi introduit chez nous le système de provisionnement dynamique où les banques constituent de plus grandes provisions dans les années de boom (de bulle) et de plus faibles provisions dans les années plus difficiles. En Belgique, ce débat apparaît aussi lorsqu'il semble que l'octroi de crédit vient à manquer. Souvent, nous nous enlisons dans des discussions de « l'œuf ou la poule » où la question est de savoir si l'octroi de crédit s'affaiblit à cause d'une demande décroissante ou d'une offre

cessante. Pour apporter de la clarté sur ce point, les banquiers centraux ont développé une norme qualitative concernant le critère d'approbation des prêts et il s'avère que ces chiffres indiquent en ce moment un énorme durcissement de l'allocation de crédits au sein de notre pays. Les pouvoirs publics doivent déjà se poser la question de savoir si les banques sont maintenant suffisamment recapitalisées. Rien ne dit que les pouvoirs publics ne devront pas recapitaliser certaines banques.

Dans le monde du capitalisme, les USA, l'Etat possède par exemple 79,9% du géant AIG et un grand nombre d'actions d'autres banques. Même s'il est urgent aujourd'hui de s'occuper de la stabilité, il n'est absolument pas souhaitable que les pouvoirs publics restent éternellement présents au sein des institutions financières. Voulons-nous donc vraiment que les politiciens aient aussi en temps normal un certain pouvoir sur les décisions de crédit et sur la gestion du personnel pour laquelle les banques sont aussi utilisées comme un bureau de placement politique ? Les critères qui valent alors ne sont donc principalement pas l'expertise bancaire ou l'indépendance, mais plutôt les liens étroits avec la politique, la dépendance aux autorités,...

Les pouvoirs publics ne peuvent que se retirer de leur position d'actionnaire s'ils se sont attaqués de manière structurelle au problème de la prise de risques inefficace et si, bien entendu la tempête financière est sur le point de se calmer. Hélas, cela peut encore durer quelques années.

Ivan **Van de Cloot**
Economiste en chef
Itinera Institute

Onafhankelijke denktank en doetank voor duurzame economische groei en sociale bescherming.
"Thinktank" et "do-tank" indépendant pour une croissance économique et une protection sociale durables.



Itinera Institute VZW-ASBL
Boulevard Leopold II Laan 184d - B-1080 Brussel - Bruxelles
T +32 2 412 02 62 - F +32 2 412 02 69
info@itinerainstitute.org www.itinerainstitute.org

Verantwoordelijke uitgever - Editeur responsable: Marc De Vos, Directeur